
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CXCII.

Du Vendredi 22 Janvier 1790.

MONSIEUR le vicomte de Noailles a fait lecture du procès-verbal de la séance précédente. Plusieurs membres demandoient qu'il y fût fait mention de leurs réclamations relatives à la formation des départemens & des districts ; mais une motion de M. Fréteau, qui a été décrétée, a mis un terme à ces stériles débats.

Voici cette motion :

« Aucune réclamation particulière relative au partage de la France, ne sera plus insérée au procès-verbal des séances de l'assemblée nationale, & il ne sera fait mention que des décisions qu'elle aura portées sur ces objets, sans aucun détail des prétentions & des motifs qui auroient été présentés & débattus. »

Le procès-verbal faisoit mention de la lettre suivante, écrite par M. Bailli au président de l'assemblée, lettre qui devoit naturellement inspirer de l'intérêt aux représentans d'un peuple qui souffre par l'interruption que les circonstances actuelles apportent dans tous les travaux.

« Je vous supplie de mettre sous les yeux de l'assemblée nationale, une œuvre de charité pour laquelle je me recommande à sa bienfaisance. La misère est extrême à Paris ;

Tome VI.

L

le travail manque , une infinité d'honnêtes ouvriers sont réduits au désespoir. Ces maux sont connus de l'Assemblée. Le roi a fait ouvrir des ateliers de charité , & sa bonté y consacré chaque jour une somme considérable , & cependant les malheureux ne sont pas encore soulagés. Un particulier a proposé que les personnes charitables & aisées donnassent pendant les mois de l'hiver une petite somme proportionnée à leurs facultés. Il a demandé que les fonds me fussent remis , & j'ai chargé M. Dufour, l'un de mes secrétaires , de les recevoir. Je me propose de les employer à faire travailler , afin de soulager l'indigence sans favoriser la paresse ; & comme les hommes ont des ateliers de charité , j'ai dessein d'appliquer ces bienfaits principalement aux femmes qui n'ont pas encore été secourues. Je les ferai employer aux filatures. Je prends donc , messieurs , la liberté de recommander mes pauvres à la charité de MM. les députés. Ils seront touchés de ces maux , & comme hommes d'état & comme hommes sensibles ; leurs décisions sont des loix , leurs bienfaits sont des exemples , & les pauvres de la capitale devront la vie à ceux à qui ils doivent déjà & leur liberté présente , & leur bonheur futur.

Je suis , &c.

Signé, BAILLY.

M. Barnavé a pris la parole en disant , » que l'Assemblée devoit exprimer son opinion sur une pareille lettre ; que l'Assemblée avoit prouvé plusieurs fois combien elle étoit portée à secourir l'indigence ; il pensoit que dans aucun cas , il ne devoit être fait de pareille pétition au corps législatif , & moins encore par le chef d'une ville immense , sur-tout lorsqu'elle possède l'Assemblée nationale dans son sein ; mais en prononçant qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur cette lettre , nous ne devons pas moins , a-t-il ajouté , nous occuper des pauvres de la ville de Paris. »

Il a proposé un décret tendant à la question préalable

sur la lettre ; & à la nomination de quatre commissaires, pour recevoir les fonds que les représentans de la nation donneront pour le soulagement des pauvres.

M. l'évêque d'Oleron a été entendu avec plaisir sur une matière que sa bienfaisance lui rend plus familière ; il a dit qu'il ne falloit pas déclarer n'y avoir lieu à délibérer sur la lettre du maire de Paris, que sa place autorise à demander en faveur des pauvres : « Vos loix régénératrices, a-t-il dit, diminueront les maux inséparables de la mendicité ; mais en attendant, vos moyens ne sont pas assez grands pour soulager à la fois les pauvres du royaume. Nous devons nos premiers secours aux pauvres de la capitale. Je propose d'abandonner le quart de nos honoraires. »

M. le duc de Liancourt a dit qu'une proportion quelconque sur le traitement, n'étoit pas pour tous les membres une proportion égale de revenu ; que les représentans avoient d'ailleurs des devoirs de ce genre à remplir avec les provinces, & qu'ainsi une taxation seroit une injustice ; que tout membre de l'assemblée persuadé de la misère de Paris, sentoît le devoir de porter du secours aux indigens, mais que la quotité de ce secours devoit être proportionnée aux moyens, & par conséquent laissée à la volonté de chaque individu ; il a proposé pour amendement que les quatre commissaires présenteroient des vues sur les moyens de détruire la mendicité.

M. Fréteau vouloit qu'on assignât une petite somme pour soulager l'infortune des personnes détenues dans une foule de maisons de force. Il proposoit aussi de renvoyer la lettre du maire de Paris au comité d'agriculture & de commerce ; mais l'assemblée nationale a adopté la première motion & l'amendement de M. de Liancourt, en la forme suivante :

« Décrète qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la lettre

écrite à son président par le maire de Paris, & cependant voulant que les dons que tous ses membres sont disposés à faire en faveur des pauvres de cette capitale, soient employés à leur soulagement de la manière la plus avantageuse, décrète qu'il sera nommé quatre commissaires pour les recevoir, & remettre les sommes qui en proviendront à la municipalité chargée d'en régler l'emploi & la distribution; lesquels commissaires seront chargés aussi de présenter à l'assemblée des vues sur les moyens de détruire la mendicité ».

M. le président a annoncé qu'il avoit porté à la sanction du roi plusieurs décrets, & que sa majesté avoit répondu qu'elle les prendroit en considération, ainsi que le décret relatif à la procédure prévôtale de Marseille.

Une lettre de M. Monart, Major commandant le régiment des chasseurs de Hainaut, datée de Pont-à-Mousson du 15 de ce mois, achève de dissiper les alarmes que les ennemis du bien public avoient voulu faire naître dans l'armée; elle est conçue ainsi:

« M. le président, j'ai lu au régiment que j'ai l'honneur de commander, la lettre que vous lui avez adressée de la part de l'assemblée nationale. Des opinions isolées ne peuvent altérer la confiance que nous avons dans sa sagesse. Citoyens, soldats, nous attendons notre bonheur de ses grands travaux, & nous la supplions de croire que nulle aneinte ne peut être portée à notre respect pour la loi, & à notre amour pour le roi.

Je suis avec respect, &c.

Signé, Monart.

On a décidé que cette lettre, à laquelle on venoit d'applaudir, seroit insérée dans le procès-verbal comme les autres.

Les grands théâtres de Paris avoient concouru au bien de l'état par des contributions patriotiques; il ne manquoit plus que les sujets de l'académie royale de musique; ils se sont présentés à l'assemblée, & leur orateur a dit: « Il y a long-temps que nous aurions eu l'honneur de déposer à votre auguste assemblée le témoignage de notre patriotisme; si, comme MM. les comédiens françois & italiens, nous étions les propriétaires & administrateurs du produit de nos talens. Nous n'avons trouvé de ressource que dans le sequestre que nous avons fait d'une portion de nos appointemens, qui ont formé dans l'espace de trois mois la somme de quinze mille livres; que les sujets de l'académie royale de musique supplient l'assemblée d'accepter à titre de don patriotique. »

M. le président a répondu :

« C'est embellir les talens, c'est même leur donner de la dignité, de les employer au secours de la patrie. L'assemblée reçoit avec satisfaction votre don patriotique, & vous permet d'assister à la séance. »

L'ordre du jour a rappelé les questions relatives à la division du royaume.

M. Gossin, infatigable dans ses travaux, a fait le rapport concernant le département de Chartres. « Il est divisé; a-t-il dit, en six districts, dont les chefs-lieux sont les villes de Dreux; Châteauneuf en Timerais, Nogent-le-Rotrou, Chartres, Châteaudun & Joinville. Ces districts seront divisés en cantons; ainsi, ce département est entièrement formé & confirmé par le décret suivant :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution, que le département de Chartres est divisé en six districts, dont les chefs-lieux ont été déjà dénommés ».

M. Gossin a fait ensuite le rapport de la division des

L 2

provinces de Lorraine, Trois-Evêchés & Barrois. Il a proposé le décret suivant, qui a été adopté.

« L'assemblée nationale décrète que les limites des départemens convenus par les députés de Lorraine, Trois-Evêchés & Barrois, ainsi qu'elles sont énoncées dans le procès-verbal du 30 décembre dernier, subsisteront ».

Un des secrétaires a proclamé ensuite le nouveau comité des impôts. Voici le nom des membres qui le composent :

Comité des impôts.

MM.

Monneron ,

Dupont de Nemours ,

De la Rochefoucault ,

Laborde de Merville ;

Fermont ,

D'allarde ,

L'évêque d'Autun ,

Rœderer ,

Jarry ,

D'auchy ,

Duport.

Suppléants.

MM.

Du Châtelet ,

Anson ,

Bouchotte ,

L'évêque de Nanci ,

L'abbé de Villaret ,

Sallé de Choux ,

Enjubant de la Roche ,

Ricard de Castres ,

Regnaud de Saintes ,

Dailli.

A peine cette liste a-t-elle été proclamée, que plusieurs membres ont invoqué le règlement qui ne permet pas d'être de plusieurs comités à la fois.

M. de Montlausier & M. Foucaud ont sur-tout insisté sur les motifs du règlement.

M. Chapelier, après avoir démontré que l'assemblée pouvoit déroger quand elle vouloit à un règlement qui n'étoit que provisoire, a demandé la question préalable sur la motion nouvelle; les débats n'ont fait qu'augmenter. M. Foucaud se plaignoit de ce qu'on vouloit

introduire cette nouvelle aristocratie, d'être à la fois de plusieurs comités.

La question préalable a été mise aux voix, & il a été décrété au milieu de ce tumulte, qu'il n'y avoit lieu à délibérer; mais cette décision a été contredite par une certaine partie de l'assemblée, qui a réclamé une explication positive sur la question agitée.

MM. de Custine, Lapoule, & l'abbé de Rualein, ont discuté cette grande question; mais l'ordre du jour a été heureusement réclamé.

Quelques députés d'Auvergne ont été entendus sur la division de leurs départemens. MM. Bertrand, Biozat, Armand, l'évêque de Clermont, ont présenté diverses considérations & quelques amendemens; mais ceux-ci ont été rejetés par la question préalable, & le projet proposé par M. Gossin a été adopté.

M. Barere de Vieuzac, un des secrétaires, a fait lecture d'un mémoire envoyé par la république de Gènes, relativement à l'incorporation de l'isle de Corse à l'empire françois. Cette pièce remarquable par les principes étranges qui y sont énoncés, mérite d'être consignée ici.

Mémoire de la république de Gènes.

» Depuis que la république de Gènes a cédé en 1768 par un traité, à sa majesté très-chrétienne, *l'administration de la souveraineté* dans le royaume de Corse, elle n'a jamais eu lieu de croire que cette isle peut rester libre & indépendante, ni sous la domination d'un autre souverain, ni même être sujette à un nouveau système contraire à celui qui a été fixé par le traité.

» Elle a en effet pour garant l'obligation contractée par sa majesté, de ne point s'écarter du traité sans le consentement des parties. Le silence constant que la république a gardé, prouve que jusqu'à ce jour, elle n'a pas même en

d'inquiétude sur le sort de la Corse, quoique les faits & les changemens arrivés dans cette isle, pussent lui en donner quelque motif; elle a toujours été rassurée par l'inviolabilité d'un traité solennel.

» Cependant tout le monde vient d'apprendre par la voie de l'impression, que l'assemblée nationale de France, secondant les demandes & les desirs des Corfes, a déclaré cette isle, partie intégrante de la monarchie françoise. La république manqueroit essentiellement à ce qu'elle se doit à elle-même & à ses peuples, si elle négligeoit de prier respectueusement sa majesté de vouloir bien considérer que ce traité blesse ou plutôt détruit le traité de 1768.

» Il n'est point contraire à ce traité, que sa majesté & l'assemblée nationale pleines d'équité & de justice, adoptent, pour l'administration de cette isle les sentimens, les systèmes, les divisions & les réglemens qui peuvent convenir davantage à la France, ainsi qu'à la nation Corse; la république reste, à cet égard, dans une entière indifférence.

» Mais elle ne peut voir du même oeil, que la Corse devienne partie intégrante de la monarchie françoise puisque la république seroit blessée dans les droits qu'elle s'est expressément réservés en cédant l'exercice de la souveraineté dans ce royaume.

« La république, pleine de confiance dans la justice & la bonne foi de sa majesté, qui connoît combien l'inviolabilité des traités importe au bonheur & à la sûreté des nations, espère qu'elle ne laissera pas sans effets, ses respectueuses représentations, & qu'elle maintiendra tous les droits que la république s'est réservés sur le royaume de Corse, ainsi que toutes les conditions exprimées dans le traité, auquel on ne peut déroger, sans consentement réciproque des parties contractantes. »

Ce mémoire qui auroit pu avoir du succès dans les bu-

reaux du ministre des affaires étrangères, ne pouvoit en obtenir dans l'assemblée nationale. Des législateurs ne voyent pas comme les diplomatistes, & des subtilités de cabinet ministériel doivent échouer devant la raison générale des peuples, & les droits éternels des nations.

L'ajournement a été d'abord demandé ; M. de Mirabeau l'a appuyé en disant : « Il faudroit beaucoup de subtilité pour prouver qu'une république qui regarde avec indifférence le sort qu'on veut donner à l'île de Corse, puisse dire aux délégués d'une nation qu'on ne lui a cédé que l'exercice & l'administration de la souveraineté. Il n'est pas possible de saisir en peu de temps la justesse & la justice des réclamations de la république : ainsi l'ajournement est nécessaire. »

On devoit s'attendre que M. de Mirabeau discuteroit la question sous les rapports du droit naturel, qui ne permet pas de considérer les peuples comme de vils troupeaux appartenants à des maîtres, soit monarques, soit républiques. Aussi M. Salicetti a dit que les Corfès n'appartenoient qu'à eux-mêmes, & qu'ils avoient pu se donner à qui ils avoient voulu. « Au surplus, a-t-il ajouté, les Corfès ne sont pas tranquilles : on leur fait craindre encore qu'on ne les cède à la république de Gènes. L'ajournement indéfini qu'on vous propose pourroit nourrir ces craintes dans leur esprit. Ainsi il est impossible de prononcer autre chose que de déclarer n'y avoir lieu à délibérer.

« Vous ne devez pas laisser de doute sur le sort des Corfès, s'écrioit M. Garat aîné ; la république de Gènes n'a pu céder l'île de Corse. On ne cède pas ce qu'on n'a point ; on ne cède pas sur-tout les hommes & les nations. Il ne faut plus laisser subsister aucun nuage sur un principe de cession aussi étrange ».

En effet, comment concevoir que le roi des Français

n'étoit que le représentant & le délégué des Génois? Comment peut-on soutenir que la France n'avoit que *l'exercice & l'administration* d'une souveraineté qui devoit toujours résider sur la tête de cette république? Quelle seroit donc cette nouvelle féodalité politique, cette espèce de suzeraineté que le doge de Gènes auroit exercée sur le monarque français?

« Le sort de l'île de Corse, disoit M. Barnave, dépend du vœu de ses habitans; or ils l'ont énoncé dans leur cahier par eux-mêmes, & dans cette assemblée par leurs représentans. Je propose de décréter, qu'attendu le vœu énoncé par les habitans de l'île de Corse, de former partie de la monarchie française, il n'y a lieu à délibérer sur la réclamation de la république de Gènes, & d'arrêter que le président se retirera devers le roi, pour qu'il fasse publier & exécuter incessamment tous les décrets dans l'île de Corse.

« Aucune puissance ne peut disposer d'une nation, a dit M. Despréménil, & je voudrois que ce principe eût été respecté pour le Canada & pour la Guiane; mais aussi il seroit possible que la république de Gènes fût l'instrument de notre souveraineté; je propose de renvoyer le mémoire & le traité de 1768 au comité des rapports, qui en rendra compte ».

M. Péthion de Villeneuve a cru ce renvoi aussi inutile qu'impolitique, & que la fermentation qui règne en Corse nécessitoit une prompte délibération sur cet objet. M. de Mortemar vouloit l'ajourner à aujourd'hui; mais M. Buttafoco s'est écrié: « Les Corfès ne se sont jamais regardés comme sujets de la république de Gènes; ils ont été tyrannisés par elle; ils en ont secoué le joug; ils étoient donc libres de se donner à l'empire français. Ce n'est pas d'ailleurs un sentiment nouveau chez les Corfès; lisez leur his-

toire, vous verrez depuis près de trois siècles, qu'ils ont désiré d'être français; ils le sont enfin devenus, d'après leur vœu libre & général. Je vous prie de confirmer votre décret, en disant : L'assemblée nationale confirme son décret du 30 novembre dernier, & M. le président se retirera pardevant le roi, pour que le décret rendu sur la réunion de la Corse à la monarchie française, soit envoyé incessamment dans cette île.

» Une assemblée comme la nôtre, a dit M. l'abbé Maury, ne doit pas répondre à une puissance par cette formule, *il n'y a lieu à délibérer*. Il y a toujours à répondre, & la proposition vous appartient comme souverains de cette île; je propose d'ordonner que les décrets de l'assemblée continueront d'être exécutés dans l'île de Corse, & que son président écrira au ministre des affaires étrangères, que le mémoire de la république ne lui paroissant pas suffisamment motivé, son ambassadeur sera invité à faire connoître en quoi l'exécution des décrets dans l'île de Corse blesseroit les droits ou les intérêts de la république ».

Cette étrange proposition n'a pas eu plus de partisans que celle de M. Emeri, qui vouloit ajourner l'examen du mémoire de la république, & que les commissaires chargés de veiller à l'exécution des décrets, fissent les demandes nécessaires pour l'exécution dans l'île de Corse.

« Tous ces ajournemens sont inutiles, disoit M. Rœderer; la Corse a ici ses représentans, ils font partie de la souveraineté nationale.

» Je n'ai pas oublié, a dit M. Robespierre, ce que les députés de l'île de Corse ont dit plusieurs fois: que nos décrets n'étoient pas publiés chez eux, & qu'on cherchoit à exciter des troubles: nous devons regarder le peuple Corse comme un des boulevards de la liberté, puisqu'il réunit le souvenir d'une antique liberté, & le

souvenir d'une récente oppression. Que penser de la réclamation de la république, lorsqu'on la voit paroître, huit mois après qu'elle a vu la Corse convoquée pour les états, & siégée pendant ce temps dans la diète de la France ? Ajourner la question, ce seroit tenir les Corfes dans l'incertitude & augmenter les craintes qu'on cherche à leur donner ; il faut déclarer n'y avoir lieu à délibérer, & presser le ministre pour l'envoi des décrets dans l'Isle. »

M. du Châtelet invoquoit les traités & le droit public de l'Europe. Un ancien ambassadeur devoit parler le langage de l'art diplomatique, mais M. de Mirabeau lui a prouvé que cet idiome ne convenoit pas à une assemblée nationale.

M. Buttafoco pressoit la décision de la question, en disant que les Moscovites cherchoient un établissement dans la Méditerranée, mais que les Corfes se donneroient plutôt au diable qu'à la république de Gènes.

M. Colonna a mis un terme aux débats sur la priorité des motions, en demandant simplement que la question préalable fût mise aux voix.

L'assemblée a décrété qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur le mémoire de la république de Gènes ; & que le pouvoir exécutif seroit prié d'envoyer incessamment tous les décrets, & notamment celui du 30 novembre dernier ; pour être exécutés dans l'Isle de Corse.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. Nos. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.